



Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

Montreuil, le 02/04/2017

Réponse à Collectif innovation 2017

Pensez-vous que l'innovation soit la clé de la réponse au problème de l'emploi à terme ? Comment faire de l'innovation une réponse efficace au chômage dans notre pays ?

Il faudrait plutôt parler d'innovations au pluriel car il en est de plusieurs types. De plus, dans une société régie par la loi du marché et la recherche du profit maximum, la mise en œuvre des retombées des connaissances est étroitement conditionnée par ce contexte. Certaines innovations peuvent être uniquement nuisibles (je pense au trading haute fréquence qui accroît encore les possibilités de spéculation financière sans aucune retombée positive). D'autres innovations ne sont pas mises en œuvre ou perverties : il serait ainsi possible que beaucoup de biens de consommation soient plus durables au lieu de l'obsolescence programmée aujourd'hui mise en œuvre.

L'innovation n'est pas la clé du problème de l'emploi ; il faut renouer avec la baisse du temps de travail, interdire les licenciements, engager des politiques de formation qui ne laissent personne à l'écart.

Il n'est pas question de s'opposer au progrès technique mais seul un changement complet du logiciel économique et social permettra de le mettre au service du plus grand nombre. En clair, pour que l'innovation technique serve toute la société, il faudrait mettre en œuvre une planification à objectif social et écologique et en finir avec la loi du marché.

Quelles mesures comptez-vous prendre pour stimuler l'entrepreneuriat français ? Notamment pour attirer encore plus de personnes de qualité, éventuellement étrangères-? Et aussi, pour prendre en compte les entrepreneurs en situation d'échec ?

Je ne pense pas que relancer les innovations utiles et leurs applications soient avant tout une question d'entrepreneuriat privé. Déjà aujourd'hui, dans nombre de laboratoires de recherche publics, ce n'est pas le profit qui motive les chercheurs, mais la soif de connaître, de créer, d'apporter leur contribution au mieux-être. Il faut relancer et, selon les domaines, réorienter la recherche publique et créer des postes de chercheurs convenablement rémunérés.

Êtes-vous prêt à renforcer le capital-innovation français (y compris les Business Angels) en lui donnant davantage de moyens pour financer l'innovation ? Dans l'affirmative quels moyens mettrez-vous en œuvre pour y parvenir ?

Je tire (et je ne suis pas le seul, cf. la Cour des comptes) un bilan négatif du CIR qui est souvent détourné de son objet. Il n'est pas question d'élargir des dispositifs de potentielle évasion fiscale

Comment peut-on durablement répondre au défi du financement d'une maîtrise scientifique accrue permettant d'augmenter le transfert de savoir-faire, de la recherche à l'économie ? Comment peut-on resserrer les liens entre formation, recherche et entreprises ?

La recherche est bien une priorité. Le budget de l'enseignement et de la recherche doit être revalorisé. Le transfert de connaissance est une nécessité pour assurer une bonne diffusion de la recherche comme pour améliorer son efficacité. Mais il ne s'agit pas de resserrer les liens entre entreprises privées et recherche au profit des premières et de leur logique privée. Monsanto est une machine à transformer les résultats de la recherche en innovations nuisibles



Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

Montreuil, le 02/04/2017

aux agriculteurs et aux consommateurs et au seul profit de ses actionnaires.

Quelle est la mission de l'État dans une société française innovante, comment peut-il l'organiser et la coordonner avec l'Europe ?

J'ai déjà souligné le rôle moteur de la recherche publique. L'État tel qu'il est géré actuellement réduit les moyens du secteur public et met la recherche publique au service des intérêts du privé. Il est fondamentalement au service des intérêts privés : c'est cela qu'il faut changer.

Nous sommes résolument favorables à la coopération internationale des organismes de recherche. C'est une des facettes de notre internationalisme et un facteur d'enrichissement des connaissances

Comment peut-on sortir de ce blocage ? Faut-il modifier, abroger ou compléter ce principe de précaution ? Y-a-t-il des modèles étrangers ?

Blocage ? Ou sélection des innovations ou encore mauvaise orientation ? Ce n'est pas le principe de précaution qui est en cause. Nous pensons au contraire que le principe de précaution n'est pas suffisamment appliqué. Les entreprises privées ont une trop large liberté pour instrumentaliser le progrès technique et mettre sur le marché leur production sans véritable contrôle. Rappelons-nous les scandales récents en matière pharmaceutique, comme celui du Mediator. Les organismes de contrôle publics ne sont d'ailleurs pas eux-mêmes exempts de critiques : tant au niveau français qu'europpéen, leur indépendance est insuffisante par rapport aux intérêts privés.

Cela favorise un doute systématique par rapport au progrès scientifique. Il faut un véritable contrôle de ce que font les entreprises privées et aussi publiques (cf. les dérives d'EDF sur le nucléaire) par leurs travailleurs mais aussi par les consommateurs (et, dans le futur, les instances démocratiquement désignées d'une future planification). Un tel contrôle suppose la suppression du secret industriel, commercial et bancaire.

Souscrivez-vous à cette démarche d'adaptation juridique et comment comptez-vous l'organiser ?

Comme je viens de l'indiquer, il faudrait fondamentalement en finir avec le secret industriel. Et également réexaminer, les licences, la propriété intellectuelle, les brevets qui sont autant de moyens pour les grandes entreprises de protéger leur marché. Et qui ont fréquemment des retombées négatives sur le progrès scientifique et sa diffusion. Au, détrimment, par exemple de la santé des populations du Tiers monde, comme on l'a vu en matière de lutte contre le Sida.

Philippe Poutou